

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Les dettes publiques européennes continuent d'augmenter

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 5 avril 2013

Démocratie & Socialisme

Édito pour la Lettre de D & S parue le 3 avril 2013

Henri Guaino, oubliant sans doute qu'il avait été l'un des principaux conseillers de Nicolas Sarkozy, s'indigne des « politiques restrictives » menées par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

Thierry Mandon, le porte-parole des députés du Parti Socialiste, lui répond, en affirmant que les déficits publics se réduisent.

Cette réponse n'est malheureusement pas convaincante. Il n'est pas vrai, tout d'abord, que les déficits publics diminuent dans tous les Etats de l'Union européens. Mais surtout, cela pose une question redoutable : pourquoi, même quand les déficits publics diminuent, les dettes publiques continuent-elles d'augmenter ?

C'est une question d'autant plus sensible que l'objectif de diminuer les déficits publics n'a aucun intérêt en lui-même. La diminution du déficit public n'a d'intérêt que si elle permet de réduire le montant de la dette publique et donc les intérêts versés (48,8 milliards d'euros en 2012 !) aux banques, compagnies d'assurances, fonds de pension ou fonds spéculatifs en possession des titres de cette dette.

C'est exactement le contraire qui survient en Europe. La Grèce avait une dette publique de 113 % fin 2009, elle atteignait 152,6 % au 3ème trimestre 2012. La dette irlandaise bondissait de 25 % du PIB fin 2007 à 117 % fin 2012. La dette espagnole de 37 % à 77,4 % dans le même temps. La dette portugaise de 70 % à 120,3 %. La dette italienne de 105 à 127,3 %. La dette chypriote va doubler et dépasser les 120 %.

En France, le déficit public a effectivement diminué, selon l'INSEE, entre fin 2001 et fin 2012, de 5,3 % du PIB à 4,8 %. Malgré cette diminution du déficit public, la dette publique continue d'augmenter. Alors qu'elle s'élevait à 86 % du PIB fin 2001, elle atteint 90,2 % de ce PIB fin 2012. Comment est-ce possible ?

Tout simplement parce qu'il existe un « effet de boule de neige » de la dette. Cet effet augmente automatiquement le poids de la dette publique quand les taux d'intérêt des titres de la dette (taux arrêtés lors de l'émission de ces titres, il y a 30 ans, 10 ans ou 6 mois...) sont supérieurs au taux de croissance de l'économie.

Avec une croissance zéro, au mieux, en 2013, la dette publique de la France fera donc automatiquement un nouveau et important bond en avant. Chercher à diminuer le montant de la dette publique au moyen de politiques d'austérité qui provoquent récession ou stagnation relève donc d'une politique de Gribouille, ce personnage qui se jetait à l'eau pour éviter la pluie.

L'austérité a échoué partout en Europe. Partout où les Etats ont appliqué cette politique ce n'est pas la croissance qui est au rendez-vous, mais la récession ou la stagnation économique.

C'est le cas notamment de la Grèce, du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne que l'Union européenne a contraint à adopter de telles politiques. Les derniers chiffres de l'institut officiel de statistiques de l'Union européenne (Baisse du taux de croissance du PIB entre le 2ème trimestre 2011 et le 2ème trimestre 2012) indiquent clairement l'ampleur des dégâts : - 6 % pour la Grèce ; - 3,3 % pour le Portugal ; - 2,5 % pour l'Italie ; - 1 % pour l'Espagne. En France, c'est une croissance zéro qui est (pour le moment) au rendez-vous en 2013.

Ces chiffres sont terrifiants. Dans une économie comme celle de la France, il n'est possible de commencer à créer

Les dettes publiques européennes continuent d'augmenter

des emplois qu'avec une croissance d'au moins 1,5 %. Une croissance zéro signifie que des centaines de milliers de personnes supplémentaires se retrouveront au chômage.

Les politiques d'austérité, grâce au TSCG, sont maintenant appliquées simultanément dans tous les pays européens. C'est catastrophique dans un espace économique comme la zone euro dans lequel 70 % des échanges entre les pays de cette zone se font avec d'autres pays de la même zone. Ces politiques produisent partout la récession et, au total, accroissent chaque année le poids des dettes publiques des Etats européens, contrairement à toutes les proclamations d'Angela Merkel et de José Manuel Barroso.

Ce n'est malheureusement qu'un début. La récession diminue les recettes fiscales et augmentent (malgré les coupes claires des politiques d'austérité) les dépenses sociales. Demain, ce sont les déficits publics qui recommenceront à augmenter, même là où ils s'étaient un peu réduits. Exactement comme durant la récession qui avait suivi la crise bancaire de 2007-2008 et que bien des dirigeants de l'Union européenne semblent avoir déjà complètement oublié.

Notre gouvernement doit tourner le dos à cette politique, augmenter les salaires, les retraites, les prestations sociales, l'investissement public pour relancer la croissance.

Le changement, c'est maintenant !